

NOTE DE LA DIRECTION

« MYTHES » ET RÉALITÉS DU CANADA DANS LE MONDE APRÈS MEECH

QU'ILS AIENT OU NON été partisans de l'ordonnance du lac Meech, tous les Canadiens et Canadiennes réfléchis se préparent maintenant à quelques changements fondamentaux dans le statu quo de leur pays. Au niveau international aussi, le « pacifique royaume »

a suscité une attention et une inquiétude inhabituelles, et tout d'abord une certaine perplexité face à ce peuple si heureux et affable qui s'est laissé entraîner dans un tel gâchis et une telle rancoeur.

Peu de nos compatriotes se rendent compte que, dans un monde imparfait, notre pays est depuis longtemps admiré comme étant un des modèles les mieux réussis de gestion de sociétés pluralistes et d'économies mixtes. C'est pourquoi le pressentiment d'un échec de l'expérience canadienne provoque une profonde inquiétude internationale, d'autant plus vive que la gestion de sociétés complexes se révèle être un défi prépondérant dans le monde entier aujourd'hui.

À l'heure où ils réfléchissent aux orientations futures et où ils en discutent, c'est au travers de ce miroir international que les Canadiens et Canadiennes doivent tous se voir. Malgré toutes les différences et les frictions dont nous avons si intimement conscience, globalement, nous avons toujours dans notre pays d'immenses réserves et des habitudes profondément ancrées de tolérance, et nous possédons de multiples atouts pour mener à bien ces tâches de gestion. Cette perspective élargie est un antidote vital au climat d'introspection maladroite et de triste apitoiement sur soi-même nourris par l'amertume du processus du lac Meech.

CE NÉGATIVISME EST ALIMENTÉ PAR DES PERSONNES qui sont, de toute façon, depuis longtemps hostiles au Canada, et par d'autres qui sont à ce point bouleversées qu'elles se demandent si nous possédons, si nous avons jamais possédé, les mythes d'unité nécessaires pour forger une identité commune et pour poursuivre les mêmes objectifs. Ce débat a été, en partie, attisé par l'essai de M. William Thorsell paru au mois d'avril dans *Report on Business*, dans lequel l'auteur prétendait démonter nos mythes relatifs à la monarchie, aux deux peuples fondateurs, à l'économie mixte, à la « nation la plus aimable » et au rôle de « conciliateur dans les affaires internationales ».

Comme certains autres débats au Canada ces derniers mois, celui-ci a quelque peu dérapé, car nous n'avons pas su admettre que les mythes nationaux ne sont jamais entièrement vrais, puisqu'ils sont la combinaison changeante des héritages d'hier, des idéaux d'aujourd'hui et des

aspirations de demain. Dans tout cela, on a un peu trop oublié l'identité internationale du Canada. M. Thorsell, quant à lui, n'a nullement prouvé l'existence du prétendu vide dans la tradition canadienne de participation active à la vie internationale; il semble s'être contenté de partir du principe que, le monde ayant changé, notre rôle a forcément diminué, ce en quoi il se trompe du tout au tout.

Seuls les plus myopes des Canadiens et Canadiennes peuvent ne pas apprécier les bouleversements qu'on connaît le monde et les conséquences qu'ils auront pour notre existence à tous dans ce qu'en 1967, Barbara Ward reconnaissait déjà comme étant « la première nation internationale ». Il est essentiel pour le Canada d'aider à modérer ces changements. Notre politique étrangère sert à protéger nos intérêts et à présenter nos valeurs et, même s'il y a diversité sur ces deux plans, c'est souvent dans le contexte du monde extérieur que nous nous apercevons véritablement de tout ce que les Canadiens et Canadiennes ont en commun.

D'UN POINT DE VUE PUREMENT PERSONNEL, LA plupart des Canadiens et Canadiennes qui voyagent ont l'agréable surprise d'être reçus très chaleureusement partout dans le monde du fait de leur passeport et de leur nationalité. N'allez surtout pas penser que cet accueil est une simple bizarrerie ou le signe de quelque nostalgie populaire. Dans une étude classique sur les élites de la politique étrangère réalisée il y a quelques années, les professeurs Peyton Lyon et Brian Tomlin ont découvert que le Canada se classe parmi les pays qui sont (par ordre d'importance) : « généreux », « artisans de paix », « modérés », « mus par des principes ou une éthique », et « internationalistes ». À l'inverse, on l'*opposait* surtout à des pays qualifiés d'« égoïstes et d'irréfléchis », d'« irrationnels », d'« idéologiques », d'« expansionnistes ou de violents » et d'« isolationnistes ».

Cette image favorable tient-elle seulement à la distance qui sépare le Canada des grands événements mondiaux et au fait qu'il n'y soit pas partie ? Une fois encore, ce genre de question au scepticisme illimité ne pourrait germer que dans l'esprit d'un Canadien, et cela aussi est un de nos traits positifs dans un monde qui n'a pas la modestie pour fort. En fait, le Canada se classe au septième rang dans le monde pour ce qui est de l'économie et du commerce international; or, nul ne fait d'affaires à ce niveau sans être mis à l'épreuve.

Les personnes qui suivent les affaires internationales sont moins surprises que les Canadiens et Canadiennes d'apprendre qu'en contributions volontaires au système des Nations-Unies, notre

pays arrive en quatrième position, qu'il occupe le septième rang relativement à l'aide extérieure et, soit dit en passant, qu'il est douzième au classement des dépenses militaires totales par État. Ces investissements lui confèrent une réelle crédibilité et un certain poids dans une communauté grandissante de pays où les problèmes se diversifient et où l'influence devient plus diffuse.

Pendant dix ans au moins, c'est souvent le Canada (la benjamine des sept grandes puissances siégeant au Sommet des pays occidentaux) qui s'est efforcé d'aplanir les différends entre les membres du G-7 et entre ces derniers et de nombreux autres pays, des différends qui avaient pour thème les relations Nord-Sud, l'Afrique australe, le tiers-monde et l'environnement. D'ailleurs, *seul* le Canada peut se targuer d'une connaissance qui est le fruit d'une appartenance active au Commonwealth et aux communautés francophone et interaméricaine.

LE CANADA A JOUÉ PLEINEMENT SON RÔLE DANS le processus d'Helsinki qui a contribué à mettre fin à la Guerre froide. En fait, pour assurer la sécurité européenne et internationale avec des niveaux d'armement beaucoup plus bas et pour être sûr de bien gérer les conflits, de les régler et de maintenir la paix, il faudra désormais s'engager bien davantage dans des activités de vérification. Le Canada a longtemps été le numéro un dans ce type de travail. Comme l'a illustré tout récemment le rôle central joué par notre pays dans le règlement des conflits namibien et centraméricains, les « casques bleus » canadiens ont probablement mérité plus que ceux de n'importe quelle autre nation le prix Nobel décerné en 1988 aux forces onusiennes de maintien de la paix.

Dans le discours présidentiel qu'il a prononcé en 1982 devant l'Association canadienne des sciences politiques, sur la « culture politique de la politique étrangère canadienne », le professeur Denis Stairs a démontré brillamment comment la contribution particulière du Canada au monde tient à ce qu'il comprend la constance de « conflits qui prennent racine dans la diversité », et, donc, le besoin de souplesse, de modération et de compromis. Les pièges à éviter dans la vie internationale sont les mêmes qu'il faut éviter chez soi, à savoir, se montrer dogmatique, faire primer les sentiments sur la raison et les symboles sur la réalité. « Un peuple qui est gouverné ainsi », a-t-il déclaré, « se voit nier la possibilité de percevoir un conflit comme une question d'intérêts concurrents plutôt que d'absolus irréconciliables et il est, par conséquent, privé de la volonté et de la capacité de discuter, de trouver des compromis et d'aboutir à un moyen terme satisfaisant. »

Nous avons effectivement nos mythes, et il est indéniable que certains d'entre eux sont essentiels et que le monde nous les envie. □

— BERNARD WOOD